

PLANÈTE • POLLUTIONS

De Beaucaire à la Camargue, les opposants à un projet de ligne à très haute tension destiné à décarboner Fos-sur-Mer montent au front

Agriculteurs, riverains et élus, dont le maire d'Arles, Patrick de Carolis, dénoncent les conséquences sur leur territoire des deux tracés envisagés. A Fos-sur-Mer, d'autres élus, des industriels et des syndicats mettent en avant la nécessité de sortir du « tout pétrole ».

Par Agathe Beaudouin (Nîmes, correspondante) et Gilles

Rof (Marseille, correspondant)

Publié aujourd'hui à 06h00, modifié à 14h49 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Des techniciens de Réseau de transport d'électricité travaillent sur une ligne à haute tension, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), en 2017. BORIS HORVAT / AFP

Malgré les trombes d'eau qui s'abattent, dimanche 28 avril, sur le Gard, ils rejoignent le Château Mourgues du Grès par dizaines. Avec leurs banderoles Jeunes Agriculteurs, des dessins réalisés par des mains d'enfants, ou des affiches arborant une tête de mort, près de 300 personnes participent au rassemblement contre un projet de ligne électrique aérienne à très haute tension de 400 000 volts. Le domaine viticole, situé à Beaucaire (Gard), fait partie des nombreuses propriétés agricoles qui pourraient voir apparaître, sur ses parcelles, d'imposants pylônes électriques de 50 mètres de haut. Si la concertation publique s'est achevée le 7 avril, sur place, la mobilisation se renforce. Une pétition en ligne recense déjà 25 000 signatures.

Pour atteindre les objectifs fixés par l'Etat de réduire de 35 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 et alimenter les grands projets annoncés de production d'hydrogène (H2V), de fer bas carbone (GravitHy) ou de panneaux solaires (Carbon), la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), qui produit près de 20 millions de tonnes de CO₂ par an et compte dans ses rangs, avec le site sidérurgique d'ArcelorMittal, le champion de France des émissions annuelles (6,4 millions de tonnes), va devoir augmenter de manière significative sa capacité électrique. Cette mutation industrielle promet la création de plusieurs milliers de nouveaux emplois. Mais elle implique également à terme un doublement de la consommation électrique actuelle de la zone.

Pour répondre à cette demande, le gestionnaire Réseau de transport d'électricité (RTE) prévoit donc l'implantation et la mise en service, d'ici à 2028, d'une nouvelle ligne électrique à très haute tension aérienne de 400 000 volts, qui partirait de Jonquières-Saint-Vincent (Gard) pour rejoindre Fos-sur-Mer. Cette infrastructure traverserait le parc naturel régional de Camargue, celui des Alpilles, et la plaine de la Crau, classée Natura 2000. Le projet, qui prévoit 180 pylônes, supportant chacun une vingtaine de câbles, est estimé à 300 millions d'euros ; il doit permettre d'acheminer l'électricité produite par les centrales de la vallée du Rhône jusqu'à Fos-sur-Mer.

Lire aussi : [Fos-sur-Mer, laboratoire géant des mutations de la civilisation carbonée](#)

Deux tracés sont encore à l'étude. Quel que soit l'itinéraire définitif retenu le 28 juin, il aura un impact sur les paysages des deux départements concernés. « *Nous n'avons rien à gagner, mais tout à perdre, s'insurge Juan Martinez, le maire (Parti socialiste) de Bellegarde (Gard) et président de la communauté de communes Terre d'Argence. Nous sommes les grands perdants ! Notre agriculture et notre tourisme vont être fortement impactés, nos terres dévalorisées, notre activité touchée et notre paysage balafgré.* »

Depuis quelques semaines, des Costières (Gard), jusqu'à la plaine de la Crau en passant par la Camargue (Bouches-du-Rhône), la mobilisation s'organise et ne connaît pas de frontière géographique. Partout, des panneaux « *Stop THT* » (pour très haute tension) fleurissent sur les ronds-points et le long des routes. « *Ce n'est pas le Gard contre les Bouches-du-Rhône. Des deux côtés du Rhône, nous sommes unis* », déclare Paul Boisson, arboriculteur à Beaucaire.

Inquiétudes pour la santé et l'environnement

Le maire (Horizons) d'Arles (Bouches-du-Rhône), Patrick de Carolis, est monté au créneau, début mars. Dans une interview à *La Provence*, l'élu expliquait « *comprendre les enjeux économiques et de décarbonation* » du projet, mais estimait « *inacceptables* » les choix de l'Etat. Pour l'ancien journaliste, le passage de la ligne à très haute tension sur les terres arlésiennes remet en cause « *les principes défendus depuis plus d'un demi-siècle (...) avec, d'un côté, le développement industriel de Fos et, de l'autre, la préservation d'un espace avec des filières agricoles, artisanales et touristiques* ». A son initiative, les vingt-neuf communes de la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette ont rendu, le 28 mars, un « *avis défavorable* » aux tracés proposés pour l'infrastructure.

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

[S'inscrire](#)

Un point de vue devenu depuis un slogan pour les opposants. « *Nous ne pouvons pas être contre la décarbonation de Fos-sur-Mer, mais nous ne pouvons pas défendre ce projet* », explique Cyril Marès, à la tête de l'AOC costières-de-nîmes, la première appellation viticole de France à avoir signé une charte environnementale, en 2007.

Lire aussi |
[les Landes](#)

[Un projet de ligne à très haute tension entre la France et l'Espagne électrifie](#)

Agriculteurs, acteurs du tourisme, écologistes, élus de tous bords, parents, riverains... Tous s'inquiètent de l'impact que pourrait avoir la ligne à très haute tension sur leur santé, leur travail et leur environnement. Les manifestants demandent l'étude d'autres options comme l'enfouissement de la ligne, le passage sous le Rhône ou sous la mer, le raccordement à une structure existante ou bien encore la production d'électricité à proximité de Fos-sur-Mer. Jugées non adaptées, difficilement réalisables, ces autres solutions ont été écartées par RTE et l'Etat.

A l'autre bout de la future ligne, sur la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer, de nombreux acteurs dénoncent « *l'hypocrisie* » des opposants. « *Nous sommes un territoire industriel, nous continuerons à l'être* », grondait, le 25 avril, Olivier Mateu, le secrétaire général de la CGT des Bouches-du-Rhône, en marge d'une conférence de presse consacrée au site sidérurgique Ascometal. « *Le maire d'Arles pense-t-il à tous ceux qui travaillent dans les usines à Fos et habitent dans son périmètre ? Non !*

La malhonnêteté de ces gens consiste à dire : on n'est pas contre, mais allez le faire ailleurs. »

« Un problème d'acceptabilité »

« Tout le monde est pour la décarbonation, mais quand le grand public découvre les projets, il y a de la méfiance, constate, de son côté, Nicolas Mat, secrétaire général de l'association Piicto, qui réunit pouvoirs publics et industriels et porte le programme Synergies régénératives industrielles Sud (Syrius) visant à accélérer et à amplifier l'évolution du territoire. La proposition d'une ligne à 400 000 volts répond au besoin de la zone, mais elle se confronte à un problème d'acceptabilité. Personne n'a envie d'avaloir des coulevres sous couvert de décarbonation ou de réindustrialisation. Il y a un besoin de clarté. » Dans les réunions de concertation, il a noté que les opposants exigeaient que les industriels démontrent *« qu'ils étaient bien dans une logique de sobriété énergétique »*.

Dans son bureau, devant la large fenêtre qui donne sur les alentours de sa commune, le maire (sans étiquette) de Fos-sur-Mer, René Raimondi, pointe, au loin, les lignes à très haute tension : *« J'ai déjà deux 400 000 volts qui passent par là... C'est sûr que les poteaux ne sont pas beaux et que cela gâche un peu le paysage. Mais il faut savoir ce que l'on veut. »* Lui en est sûr : l'hydrogène va assurer l'avenir industriel de sa commune et la sortir du *« tout pétrole »*.

Lire aussi | [Hydrogène décarboné : la fin de l'euphorie](#)

Au diapason des syndicats et des industriels, l'ex-socialiste défend avec vigueur la nouvelle ligne électrique *« nécessaire à l'intérêt général »* et qui s'inscrit parfaitement dans *« l'objectif affiché du pays de favoriser sa souveraineté industrielle »*. Mais il regrette la manière dont la concertation publique menée par RTE a démarré. *« On a proposé deux tracés et trois alternatives entre ces tracés... Cela a eu l'effet de produire six fois plus d'opposants que si l'on s'était contenté de proposer un seul parcours et de résoudre, ensuite, les problèmes un par un »*, imagine-t-il.

Les opposants s'interrogent quant à eux sur *« le bien-fondé même »* de ce projet. Et demandent la tenue d'une nouvelle concertation, sous l'égide de la Commission nationale du débat public. Parmi eux, à Arles, Isabelle Gex dit être en *« attente de réponses claires »* et travailler sur le dossier *« jour et nuit »* depuis le 19 février. *« Si l'on doit fixer des pylônes métalliques sur ces terres, avec un scellement chimique à 25 mètres de profondeur, cela polluera la nappe phréatique et notre eau, dénonce-t-elle. Je pose aussi des questions sur les risques de cancers. »* Représentant de l'Association sauvegarde Terre d'Argence, Luc Perrin, prévient : *« Ce projet ne vise qu'à aller au plus vite et au moins cher. Nous nous opposerons de toutes nos forces et déploierons tous les moyens possibles pour y faire échec. »*

Agathe Beaudouin (Nîmes, correspondante) et **Gilles Rof** (Marseille, correspondant)

Le Monde Boutique

Découvrir

Le Chat du Rabbin vu par Joann Sfar

Un hymne à la tolérance

Le fascinant nombre Pi

Vivante énigme mathématique

1944

Des débarquements à la libération de la France

[Voir plus](#)